

Le Pingouin, N°10

6 février 2016

La newsletter du Collectif des Associations Citoyennes, qui avance sur la banquise

Malgré les conditions très difficiles, le Pingouin avance sur la banquise, engrange de la nourriture dans son bec généreux pour nourrir ses petits. Il vit et grandit grâce à la solidarité du groupe. Cette lettre mensuelle apporte aux membres et sympathisants actifs du CAC, en temps réel, quelques informations sur la vie du réseau, l'action citoyenne et sur des thèmes de fond ou d'actualité. Un lien permet d'accéder à la source de l'information et la consulter dans son intégralité.



Adhérez au CAC, soutenez son action

Les cotisations et les dons garantissent d'indépendance du CAC, lui permettent de parler librement et de développer des alternatives sur le terrain et dans la bataille des idées. En 2017, ce travail de veille sera essentiel.

Dès à présent, renouvelez votre adhésion ou apportez votre soutien au Collectif.

Téléchargez le [bulletin d'adhésion 2017 ICI](#) > [Faire un don](#) en ligne

[Adhérez en ligne](#) > [Individuel](#) > [Personne morale](#)

L'action/la vie du collectif

Quelles réponses à la marchandisation du "social" ? Interventions et comptes rendus

La journée de formation-réflexion organisée à trois collectifs autour de cette question a rencontré un franc-succès le 13 janvier dernier. Comportant 9 ateliers, des temps de plénière, des restitutions et de riches interventions, il nous a semblé indispensable de mettre à disposition (aussi bien pour les présents que pour ceux qui n'ont pu s'inscrire), les liens pour accéder à des comptes rendus écrits, les documents de références et les enregistrements audio des interventions et les interviews réalisées en parallèle par la web-radio « le trottoir d'à côté » [depuis cette page dédiée](#).

Communiqué du CAC : la Fondation pour l'investissement social met le social dans les mains des multinationales

Le 17 janvier François Hollande, Président de la république, Ségolène Neuville, secrétaire d'Etat chargée des personnes handicapées et de la lutte contre l'exclusion, et Gérard Mestrallet, président du conseil d'administration d'Engie ont annoncé le lancement « de la [Fondation pour l'investissement social et le développement humain](#) », présidée par Isabelle Kocher, directrice générale d'Engie. Dans un communiqué qui prolonge la réflexion sur la marchandisation du social (voir ci-dessus), le CAC dénonce ce nouvel accaparement du domaine social par les multinationales sous prétexte « d'innovation », « d'expérimentation » et maintenant « d'évaluation », et rappelle que toute évaluation crédible doit être contradictoire, transparente et démocratique, incluant nécessairement l'expertise des acteurs de l'action sociale. [Voir notre communiqué ICI](#).

Le 16 Février, venez nombreux au forum citoyen « Culture, Communs et Solidarités »

Journée organisée au Sénat par l'Ufisc (*Union Fédérale d'Intervention des Structures Culturelles*) en lien avec le CAC, pour conclure une **série de rencontres** autour des *processus de coopération, des droits fondamentaux et culturels, de la financiarisation du travail et des solidarités*. Il s'agit de **croiser les conclusions** de ces travaux et de **dégager des perspectives de mobilisations communes** pour affirmer un mouvement culturel citoyen. Ouvert à tous, sur [inscription](#), découvrez le [programme complet ici](#).

Le CAC répond à la consultation sur le socle des droits sociaux européens

La Commission européenne a ouvert, entre avril et décembre 2016, une consultation publique sur ce que devrait être le **socle des droits sociaux** au niveau européen. Le Collectif des Associations Citoyennes a répondu à cette consultation à travers un texte très argumenté. En effet, il est important que la société civile s'exprime pour ne pas laisser le patronat et les gouvernements répondre seuls à ces consultations, car la commission est obligée de tenir compte des avis reçus. La réponse du CAC constitue un véritable rappel des principes fondamentaux des Traités, et montre que si l'Union européenne les appliquait cela se traduirait par des avancées sociales importantes. Il appelle à l'abandon des politiques d'austérité et d'ajustement structurel et de la course au moins-disant fiscal entre Etats membres, et demande à remettre au cœur de l'Union européenne une économie politique faisant l'objet d'un débat démocratique et équitable. Pour lire le document et la consultation, tout est [disponible ici](#).

Le 17 janvier, 2^{ème} rencontre avec les cabinets de Michel Sapin et Martine Pinville

Après une [première rencontre en juillet](#), ce second temps avait pour but d'obtenir des informations sur les deux premiers Contrats à Impact social (version française des [Social Impact Bonds](#) –SIB-) signés par l'Etat. Choux blanc ! Nos interlocuteurs nous ont rassuré en nous disant que la version française des SIB ne visait pas la rentabilité mais juste l'innovation, et que les acteurs économiques (entreprises, grosses associations, cabinets d'audit, banques...) peuvent déjà sans problème conclure des contrats sans l'intervention de l'Etat donc ils ne voient pas du tout pourquoi nous sommes si inquiets et si curieux avec ces deux [premiers contrats signés via l'appel à projets](#). Puisqu'on vous le dit !

Agir contre l'inacceptable : spécial CETA

Un rapport scientifique sur les conséquences du CETA pour l'élevage

Un groupe de chercheurs vient de présenter un rapport sur ses conséquences du CETA pour l'élevage. Le verdict est sans appel : le CETA serait une catastrophe pour les agricultures des deux côtés de l'Atlantique. En pleine crise agricole, ce traité restreindrait très fortement les possibilités de régulation des marchés et d'orientation de l'agriculture. Il aurait pour effet d'accroître la volatilité des prix pour les éleveurs de viandes bovine et porcine, donc de les contraindre à travailler pour rien, voire moins. Quant à l'autonomie de ceux qui utilisent des semences de ferme (50% des céréales en France), elle ne serait qu'un souvenir avec le renforcement des droits de propriété intellectuelle. Voir [l'article de Reporterre ICI](#) et accéder [au rapport ICI](#).

Les eurodéputés socialistes et radicaux français décident de s'opposer au CETA

L'accord commercial entre l'Union européenne et le Canada doit faire l'objet d'un vote du Parlement européen le 15 février prochain. Les eurodéputés socialistes et radicaux français **ont décidé, à l'unanimité, de s'opposer au CETA**. Ils estiment que les excès de la mondialisation libérale ont contribué à aggraver les inégalités économiques, exposé des secteurs sensibles, contribué à dégrader l'environnement, et plaident pour une nouvelle doctrine du commerce international, qui passe par **cinq principes non négociables** et nécessite la transparence des négociations : l'exclusion des services publics et le recours aux listes positives ; le respect de nos indications géographiques et des filières agricoles sensibles et de nos préférences en matière sociale, environnementale et sanitaire ; le refus de la coopération réglementaire qui limite le droit à l'autodétermination des démocraties ; l'instauration d'un mode de règlement des conflits liés à l'investissement qui respecte le droit et les règles issues des institutions démocratiques ; l'inclusion des questions climatiques et fiscales dans les accords. **Voir le communiqué ICI**. Mais le groupe des eurodéputés socialistes est divisé, le 24 janvier en commission au parlement, certains ont voté le projet...

Lancement de la campagne #NoCETACHallenge

Avant le vote prévu le 15 Février au Parlement Européen, des membres de Nuit Debout, d'Attac, de syndicats et collectifs en lutte contre ce traité lancent la campagne [#NoCETACHallenge](#). Le principe est simple: occuper les réseaux sociaux avec nos vidéos faites maison où chacun y va de son coup de gueule contre le Ceta. Une vidéo face caméra, d'environ 30 secondes à 1 minute, quelques arguments percutants. On peut interpeller des personnalités. Voir la [vidéo de lancement ICI](#) et [ICI la page Facebook](#) de l'initiative. Merci de relayer largement. Le hashtag à utiliser : #NoCETACHallenge

Non au Livret scolaire unique numérique, outil de contrôle social et de régression pédagogique

L'ICEM Pédagogie Freinet dénonce la mise en place du livret scolaire unique, qui constitue un outil de fichage des élèves dès la maternelle et de contrôle social. Pouvant être couplé avec le fichier « base élève » et le « livret personnel de compétences », il donne en effet accès à des données hautement sensibles. La conception de ce livret favorise par ailleurs une vision parcellaire de la pensée et des apprentissages, ne prend pas en compte la complexité de l'acquisition des compétences et rend très difficile une démarche pédagogique reposant sur une relation personnelle entre l'enseignant, l'élève et ses parents. **C'est pourquoi l'ICEM Pédagogie Freinet lance une campagne pour demander de retrait de ce livret scolaire unique**, si possible avec un certain nombre d'organisations. Pour voir la prise de position, [LIRE ICI](#). Il est possible de participer à ce travail avec [ce lien framadate](#).

Comprendre

Revenu universel, de base, revenu d'existence : des éléments pour comprendre

La question du revenu de base, universel ou d'existence est très présente dans le débat politique. Les projets avancés par les différents candidats aux présidentielles sont porteurs de logiques très différentes, et posent des questions fondamentales : place respective du travail et du temps libéré dans la société de demain, avenir de la protection

sociale et la solidarité, etc. qui concernent directement l'avenir des associations. Afin de permettre à chacun de former son jugement, **le CAC a rassemblé un certain nombre de textes et de prises de position** qu'on trouvera sur le site, et travail à élaborer son propre positionnement. [Cliquez ICI voir le dossier.](#)

Emploi et territoires : une excellente étude du CGET pour comprendre l'évolution des disparités territoriales

L'observatoire des territoires publie son cinquième rapport sur l'évolution à long terme de l'emploi, en abordant de façon claire plusieurs thèmes qui intéressent directement les associations citoyennes : dynamiques démographiques, métropolisation, évolution des disparités spatiales du chômage et de la qualité des emplois, mutations des spécialisations économiques des territoires, correspondance locale des qualifications des actifs et des emplois, enjeux de la mobilité, etc. On peut [télécharger ICI le rapport ou sa synthèse.](#)

Quand la vérité sur Alep transparait dans une émission d'Yves Calvi

Yves Calvi a repris sur LCI, sous le titre "24 Heures en questions" une émission comparable à son ancien "C dans l'air". Le 15 décembre, dans l'émission intitulée "Alep seule au monde", il reprend la rhétorique en usage sur le martyre de la ville. Mais ses quatre invités prennent tous le contre-pied de ces "éléments de langage", expliquant que ces bombardements, en effet effroyables, ne concernent pas "la ville d'Alep" mais seulement deux ou trois quartiers de l'est de la cité. Les habitants des quartiers ouest se félicitent ouvertement de la reconquête des quartiers est par l'armée syrienne. Des bombardements similaires, à Mossoul, prennent aussi en otage des populations civiles sans susciter de réactions des médias, etc. Après avoir argumenté pied à pied avec ses invités, Calvi confesse sa crainte d'avoir organisé une émission "révisionniste". Une semaine plus tard, il choisit de revenir sur le sujet d'Alep avec, cette fois, un seul invité : Eric Denécé, directeur du Centre français de Recherche sur le Renseignement. Or, non seulement ce dernier confirme les analyses de l'émission précédente, mais il en rajoute sur les médias, en parlant d'une "énorme falsification de l'information", allant jusqu'à dire crûment : "On s'est fait rouler dans la farine avec Alep". [Lire l'article de Jean-Claude Guillebaud.](#)

Construire

Relaxe totale pour les Faucheurs de Chaises à Dax : victoire contre l'évasion fiscale !

Le tribunal de Dax a confirmé le 23 janvier la relaxe totale pour Jon Palais, premier Faucheur de chaises à être passé en jugement. Cette décision, qui légitime les actions de réquisition de chaises menées par des milliers de personnes depuis 2015, est une victoire symbolique dans la lutte contre l'évasion fiscale et pour la transition sociale et écologique. Il s'agit d'un véritable désaveu pour la BNP Paribas, à l'origine de la plainte. La banque s'était retrouvée mise au banc des accusés le 9 janvier lors de la plaidoirie d'Eva Joly, qui assumait la défense de Jon Palais. Celle-ci a rappelé l'implication de la BNP dans l'évasion fiscale et sa présence dans les paradis fiscaux. « Ce ne sont pas les lanceurs d'alerte et les Faucheurs de chaises qu'il faut poursuivre, mais ceux qui pratiquent et organisent l'évasion fiscale ». Voir l'article « [Relaxe totale pour les Faucheurs de Chaises : victoire contre l'évasion fiscale !](#) ».

Créer 1 million « d'emplois climat » d'ici 2020, c'est possible !

Plusieurs syndicats, associations sociales et environnementales, ont créé une plate-forme « emploi-climat » pour montrer qu'il est possible de créer un million d'emplois pour le climat ! Il n'y a pas d'emplois sur une planète morte ! Et réciproquement, c'est en créant massivement des emplois pour la transition écologique et sociale que nous pourrions « sauver le climat ». Le rapport publié le 12 janvier soumet au débat public une série de constats et de propositions qui permettraient d'apporter une réponse au chômage et d'entrer de plein pied dans la transition écologique, en conjuguant ensemble, et pour de vrai, justice sociale, action pour le climat et transition. [ICI le site de la plate-forme.](#) Lien [direct vers le rapport ICI.](#)

Vers de nouveaux sentiers de résistance : trois temps de rencontres en PACA

Suite à une convergence de préoccupations au sein de collectifs engagés dans le domaine des migrations, trois temps de rencontres sont proposés à Marseille les samedis 4 février et 1^{er} avril ; à Gordes (Vaucluse) samedi 3 et dimanche 4 juin. Face à la dégradation très grave et généralisée de la vie sociale et politique, tant nationalement qu'internationalement, nombre de militant-e-s alternent entre l'engagement et la déprime. Comment assumer la résistance dans toutes ses dimensions, « incontournables, inséparables et complémentaires » (Déclaration de l'ONU, Vienne 1966), car résister, c'est : refuser la politique actuelle, et proposer des alternatives, s'engager dans une autre façon de vivre, tant personnellement que collectivement, avec les personnes qui nous entourent et celles qui sont loin géographiquement, adopter une démarche tout autant concrète qu'intellectuelle et même spirituelle au sens large du terme, bien entendu, car c'est une façon de reposer le sens. [Voir ICI le programme complet.](#)

Agenda, livres et documents

Votez pour la meilleure initiative labellisée #SexismePasNotreGenre

La publication franco-allemande de [l'Union Peuple et Culture](#) « *Le genre dans les rencontres interculturelles de jeunes* », soutenue par l'Office franco-allemand pour la Jeunesse (OFAJ), a obtenu en 2016 le label "Sexisme pas notre genre" attribué par le Ministère des droits des Femmes. A l'occasion du 8 mars, Journée internationale des droits des femmes, 57 initiatives (sur 400) ont été pré-sélectionnées dont celle-ci. Afin que cette initiative soit récompensée le 9 mars prochain, n'hésitez pas à la soutenir **en allant voter sur [CE LIEN](#)**

26 février. Débat « Urgences écologique et démocratique - Questions de droits »

Un débat est organisé par la LDH de Paris dimanche 26 février 16h-18h, au Théâtre de la Reine Blanche (Métro Max Dormoy) sur le thème « Urgences écologique et démocratique - Questions de droits » avec la participation de Pierre Tartakowsky, président d'honneur de la LDH, Geneviève Azam, membre d'Attac, Clémence Dubois, membre de [350.org](#) France. Le Droit de la Terre n'est plus une alternative mais une obligation. Ce n'est pas une lubie ou un luxe mais une question de survie, un Droit qui conditionne tous les Droits humains. Il irrigue en retour les droits pour la santé, le travail, la solidarité, le partage, le sens du bien commun, et ouvre de nouvelles voies démocratiques. Cette question constitue l'un des thèmes du livre « Le Monde qui Vient - Entre Périls et Promesses » publié en septembre 2016 aux éditions La Découverte. [Voir sur Démosphère ICI](#) pour en savoir plus. Entrée libre et gratuite.

WE les 11 et 12 mars 2017 au Vigan (30). Territoires en transition 2017

Les collectifs militants qui décident de travailler ensemble sont attractifs et offrent des réponses, de l'espoir ou de l'énergie à nombre de citoyens conscients des crises, inquiets ou découragés. Mais trop peu de réalisations concrètes avec ceux qui agissent déjà tous les jours, décisions incohérentes et sans prise en compte de l'avis des citoyens concernés. Il faut donc aller plus loin, compter plus que jamais sur l'action d'un nombre croissant de citoyens pour relever les défis qui changeront la vie de nos enfants. Par où commencer ? Pour y réfléchir, un **week-end convivial et de travail est organisé par Alternatiba et le Collectif pour une transition citoyenne les 11 et 12 mars 2017 au Vigan (30)**, afin de bâtir ensemble un projet de territoire en transition avec un plan cohérent d'actions et se connaître, dans une ambiance festive et constructive. Pour s'inscrire, **avant le 10 février [suivre ce LIEN](#)**.

« Qu'est-ce qu'on attend? », le nouveau film de Marie Monique Robin

Le Nouveau film de Marie Monique Robin a réuni 10 200 personnes lors des cinquante avant-premières et a eu une excellente couverture presse (sélection ci-dessous), avec ce joli papier paru dans Alternatives économiques: [Lire ICI](#) ou aller sur la page Facebook du film, où il y a la carte des [villes où le film est programmé ICI](#).

Spectateurs préservés, mais où beaucoup d'autres reconnaissent la violence de leur propre situation. Voir la [bande annonce ICI](#).

Cie Tamèrantong!, un théâtre populaire, énergétique et humaniste

Depuis plus de 20 ans, Tamèrantong! s'engage pour un théâtre indépendant, festif, par et pour tous en montant des spectacles avec les enfants des quartiers de Belleville (75), Saint-Denis (93) de Mantes la Jolie (78). Deux spectacles en ce moment : un en tournée sur le thème de l'étranger et du racisme ordinaire « [la Tsigane de lord Stanley](#) » et un second « Ça Fracasse à Castillac » qui, au-delà de son caractère épique, explore le thème de l'identité et de la réalisation de soi - le 19/02/17 au [Collectif 12 / Friche A. Malraux](#) à Mantes-la-Jolie (78).

Milot l'incorrigible, livre sur parcours carcéral d'un jeune insoumis à la Belle Époque

Le *Collectif l'Escapade* signe un ouvrage passionnant retraçant, grâce à un patient travail de collecte d'archives, la vie d'Emile Delagrangue que beaucoup appelaient Milot, petit gars des faubourgs de Paris à la fin du XIXème siècle. Milot est un anonyme, ce n'est ni un héros, ni un martyr, seulement "un fiston, un voleur, un gavroche, un prisonnier, un évadé, un aminche, un apache, un cambrioleur, un déporté, un forçat, un assassiné..." par son histoire et les faits qu'il relate ce livre interroge profondément sur la conception de la justice pénale vis à vis des mineurs et, partant, sur le regard que la société porte sur ses enfants. On referme ces pages émouvantes en espérant que de nombreux autres lecteurs puissent partager l'intemporelle aspiration à la liberté qui a portée Milot tout le long de sa courte vie... [toutes les infos](#). Paru chez « niet ! éditions ».

Collectif des Associations Citoyennes - 01 48 07 86 16

www.associations-citoyennes.net - [page Facebook ICI](#)